

Rapport d'activités 2015



SOMMAIRE	p. 1
I – INTRODUCTION	p. 2
II – LE RESEAU MIGREUROP	p. 4
III – LE FONCTIONNEMENT	p. 4
- Les instances	
- L'équipe	
- Les membres	
- Les finances	
- Les soutiens	
IV – INVESTIGATION	p. 7
a. Les missions de terrain	
b. L'approche <i>hotspots</i>	
V – MOBILISATION	p. 12
a. Les chantiers sur l'enfermement	
b. La campagne <i>Frontexit</i>	
c. Les coalitions internationales	
VI – SENSIBILISATION	p. 17
a. Les rencontres	
b. L'exposition <i>Moving Beyond Borders</i>	
c. Les publications	
VII – COMMUNICATION	p. 19
a. Communiqués de presse	
b. Migreurop dans les médias	
c. Sites, réseaux sociaux, listes de diffusion	
ANNEXE 1	p. 22
a. Migreurop dans les médias	
b. <i>Frontexit</i> dans les médias	
c. <i>Open Access Now</i> dans les médias	
d. <i>Moving Beyond Borders</i> dans les médias	
ANNEXE 2	p. 30
a. Interventions au nom de Migreurop	
b. Interventions au nom de <i>Frontexit</i>	
c. Interventions au nom d' <i>Open Access Now</i>	

I – INTRODUCTION

Ceci n'est pas une « crise migratoire » : « L'approche hotspots » aggrave les politiques d'enfermement et de laisser-mourir

Selon la plupart des commentateurs politiques, l'année 2016 aurait été marquée par une « crise migratoire ». L'usage de cette expression est généralement justifié par l'arrivée de près d'1,5 millions de demandeurs d'asile dans l'Union européenne (UE) entre juin 2015 et mai 2016¹. Même si ce nombre d'arrivée est plus élevé qu'habituellement, il ne peut à lui seul justifier le martèlement de l'expression « crise migratoire ». De fait, l'Allemagne a accueilli à elle seule environ la moitié de ces demandeurs d'asile, en particulier pendant les quelques semaines de la fin de l'été et du début de l'automne 2015 où elle a ouvert ses frontières. Dans d'autres pays, souvent marqués par une hausse de la xénophobie, l'année migratoire a été caractérisée par un calme plat et il ne s'y est littéralement rien passé. Ainsi, au Royaume-Uni, abrité derrière la forteresse calaisienne érigée en collaboration avec un gouvernement français qui fait tout pour dissuader les exilés d'atteindre son territoire, les arrivées ont à peine été plus nombreuses en 2015 qu'en 2014. Les situations humanitaires les plus tendues (à Idomeni, dans le Calais, en Hongrie...) ont d'ailleurs bien plus été la conséquence de la création de nasses policières que d'un exode massif et imprévu.

Une hausse des arrivées prévisible

Ainsi, les gouvernants de l'UE ne peuvent pas plaider la surprise devant un « afflux » soudain de réfugiés : les millions de Syriens, d'Irakiens ou d'Afghans en exil ne sont pas partis en un jour. Depuis des années, le nombre de réfugiés ne cessait d'augmenter dans les camps du Liban, de Jordanie ou de Turquie où les conditions d'existence se dégradent de jour en jour. Cela fait bien longtemps que les politiques commerciales et l'interventionnisme de l'UE ou des États-Unis, que l'autoritarisme de nombreux régimes, notamment de la Corne de l'Afrique (Érythrée, Éthiopie...), ou que la déstabilisation politique d'une grande partie de l'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Mali, Gambie, Guinée...) poussent des centaines de milliers de personnes sur les routes de l'exil... L'agence Frontex est même dotée d'un service de renseignement qui n'est pas avare de notes alarmistes adressées aux gouvernements afin de les inciter à dégager de nouveaux moyens pour le contrôle des frontières extérieures de l'Europe.

Les principaux pays de l'UE forment un espace de plus de 500 millions d'habitants abritant moins de réfugiés que le seul Liban (où ils sont près de 2 millions, sans compter les Palestiniens, pour environ 6 millions d'habitants). Si leurs gouvernants avaient voulu mettre en place des politiques d'accueil, ils avaient toute la latitude pour le faire. Au contraire, la ligne directrice constamment réaffirmée a été de repousser les exilés cherchant à approcher de l'Europe. L'opération de sauvetage en mer *Mare Nostrum*, diligentée par l'Italie, a été démantelée car elle aurait créé un « appel d'air ». Pour se protéger de toute « remontée » depuis le sud de l'Europe, les principaux États d'Europe centrale ou de l'ouest ont réintroduit des contrôles frontaliers, voire érigé des murs, jusqu'à l'intérieur d'un espace Schengen démantelé au nom de lutte contre le « risque migratoire ». De la Hongrie à la France, l'indignité de l'accueil et le harcèlement policier ont été mobilisés comme des armes de dissuasion massive censées faire reculer les exilés ayant réussi à se faufiler entre les mailles des contrôles ou par les quelques portes provisoirement entrouvertes (ainsi de la frontière macédonno-grecque à la fin de l'été 2015).

Le choix réitéré de la guerre aux migrants

Le caractère dramatique des naufrages en mer Méditerranée (plus de 10 000 morts depuis 2014), conjugué aux images spectaculaires de l'exode syrien, a permis à la Commission européenne et aux principaux États de l'UE d'accentuer encore les politiques conduites depuis des années au nom de la « lutte contre les passeurs » et de la nécessaire protection des « frontières extérieures ». La guerre menée, depuis le tournant des années 2000, contre les migrants et les migrantes tentant de périlleuses traversées maritimes est plus que jamais la priorité d'une agence Frontex au mandat élargi et pouvant compter sur le renfort des navires de l'Otan. Les gardes-côtes italiens, les bateaux affrétés par quelques ONG ou le système d'alarme de *Watch the Med*² contribuent certes à

¹ Dernières données Eurostat disponibles au moment de la rédaction de ce texte en juin 2016.

² Voir *infra*, p. 15-17.

porter secours aux esquifs en perdition. Mais l'UE a fait le choix assumé de mettre en œuvre une illusoire fermeture des frontières, avec un dispositif policier et militaire qui rend plus dangereux leur franchissement. Cette politique a pour conséquence de laisser mourir des milliers de personnes. Ces dernières sont en effet plus que jamais contraintes de mettre leur vie en péril, faute de visas ou d'autres voies légales permettant d'exercer leur droit à quitter leur pays. « L'approche *hotspots* » prônée dès le printemps 2015 par la Commission européenne a été présentée comme « la solution » à la supposée « crise migratoire » : elle consiste pourtant à réaffirmer les choix qui ont précisément conduit à transformer la Méditerranée en cimetière, ainsi qu'à faire de nombreuses zones de véritables pièges où les exilés voient bafouer leurs droits les plus fondamentaux.

Hotspots et archipel des camps

Le premier objectif de « l'approche *hotspots* » est de retenir les migrants en amont des frontières européennes, même si cela implique de soutenir financièrement des gouvernements aussi peu recommandables que ceux du Soudan ou de l'Érythrée (dans le cadre du processus de Khartoum), ou de reconnaître comme « pays sûr » une Turquie en pleine turbulence et n'appliquant pas même pleinement la convention de Genève et ses protocoles additionnels (accord UE-Turquie de mars 2016).

Dans un second temps, les exilés ayant réussi à surmonter les multiples obstacles mis sur leur chemin, sont enfermés ou retenus dans des camps à ciel ouvert dans les zones de « première arrivée », soit là où aucune condition n'est réunie pour les accueillir dignement : les îles de la mer Égée ont ainsi été transformées en *hotspots*, autrement dit en archipel de camps aux multiples fonctions (enfermement, triage, expulsion, relocalisation). Les organisations humanitaires rôdées aux situations les plus dramatiques dénoncent d'ailleurs avec virulence – notamment par le refus d'y intervenir – l'inhumanité de ces lieux de stockage de personnes vulnérables en attente de protection. Le déplacement prévisible et prévu des routes migratoires, avec son cortège de morts, a conduit à ce que ces sinistres *hotspots* soient aussi ouverts à Lampedusa et en Sicile.

Enfin, au terme d'un long processus de tri, de privation et d'humiliation, les personnes considérées comme non légitimes à entrer sur le territoire européen (parce qu'elles seraient passées par un « pays sûr », parce qu'elles ne relèveraient pas d'une convention de Genève à la fois bafouée et interprétée restrictivement...) sont supposées être expulsées de la manière la plus rapide qu'il soit, quitte à extorquer des « laissez-passer » aux États d'origine ou de transit. Afin d'améliorer les « taux de retour », l'UE essaie ainsi de les amadouer à coups de fonds d'urgence et de chantage à l'aide au développement, détournée de ses objectifs premiers. Dans les négociations en vue de la signature d'accords (commerciaux, de coopération, de réadmission...), les droits fondamentaux des personnes migrantes ne pèsent pratiquement aucun poids, même lorsque les pays d'expulsion sont notoirement connus pour ne pas les respecter.

Migreurop et la lutte contre les politiques d'externalisation

Ce rapport rend compte des manières dont, tout au long de l'année 2015, le réseau Migreurop a décrypté, fait connaître et dénoncé ces politiques, que ce soit auprès du grand public, des militants de la cause des étrangers ou des décideurs en matière de politiques d'immigration. Ces actions menées depuis plus d'une décennie s'appuient sur le travail d'une quarantaine d'associations et d'une cinquantaine de membres individuels engagés contre les politiques d'externalisation du contrôle des frontières de l'Union européenne. Ensemble, nous prônons la seule et nécessaire alternative respectueuse des droits fondamentaux : l'augmentation des voies légales de migration, prélude à une véritable liberté de circulation et d'installation. Présents dans près de vingt pays (d'Europe, d'Afrique et du Moyen Orient), les membres de Migreurop sont ainsi engagés au plus près des personnes entravées dans leur droit à émigrer, enfermées dans les multiples camps et *hotspots* ou mises en danger au nom d'une politique de contrôle des frontières attentatoires aux droits les plus fondamentaux.

II – LE RESEAU MIGREUROP

Créé en 2002 et constitué en association de droit français depuis novembre 2005, le réseau Migreurop – dont le siège est à Paris (France) comprend en 2015 **quarante-six associations et cinquante-trois membres individuels** (voir II-Le fonctionnement) **répartis dans dix-sept pays d’Afrique, du Moyen-Orient et d’Europe**. Sa création est directement liée à la mobilisation autour du camp de Sangatte dans le Nord de la France, figure emblématique, entre 1999 et 2002, des politiques destinées à concentrer et à confiner des étrangers dans des lieux en marge, éloignés de la société et échappant au contrôle des institutions démocratiques.

Les « camps d’étrangers » selon la terminologie de Migreurop ont pour cette raison, constitué l’un des premiers axes de travail du réseau, qui a mis au point une « [carte des camps d’étrangers en Europe](#) », régulièrement mise à jour depuis 2003, et, en décembre 2013, une « [cartographie dynamique de l’enfermement des étrangers](#) », disponible en ligne.

Plus généralement, le réseau s’est donné pour objectifs « *d’identifier, de faire connaître, de dénoncer et de combattre les dispositifs européens de mise à l’écart des migrants et demandeurs d’asile jugés indésirables* ». Dans ce cadre, Migreurop a été l’un des premiers à populariser le terme d’« externalisation » de la politique d’immigration et d’asile de l’Union européenne (UE), pour souligner les dangers d’un processus qui consiste, sous couvert d’un partenariat inéquitable, à sous-traiter à des pays « tiers » la lutte contre l’immigration irrégulière, voire le traitement de la demande d’asile, et à délocaliser les contrôles migratoires bien en amont de leur matérialisation physique aux frontières européennes.

Contre la détention des étrangers et pour la liberté de circulation

Les principales revendications du réseau Migreurop concernent la suppression des lieux de détention administrative réservés aux migrants³ et « *un changement radical dans les politiques migratoires afin de rendre possible la liberté d’aller, de venir et de s’installer pour toutes et tous, liberté qui constitue l’indispensable corollaire de la défense des droits des migrants*⁴ ».

Migreurop s’est donné pour mission de sensibiliser les militants associatifs, le « grand public » mais aussi les élus nationaux et européens, par la voie de campagnes pédagogiques destinées à mettre en évidence l’incompatibilité de certains dispositifs de contrôle migratoire et de surveillance frontalière avec le respect des droits humains des migrants.

Ne bénéficiant du soutien d’aucun fonds public européen – ses principaux bailleurs étant des fondations privées (voir II-Le fonctionnement/d), – le réseau Migreurop s’adresse aux institutions européennes et aux gouvernements via ces campagnes, par la diffusion de sa documentation et par voie de communiqués de presse (voir V-Sensibilisation/c).

III – LE FONCTIONNEMENT

a. Les instances

La gouvernance du réseau Migreurop repose pour une large part sur la composition, les missions et le fonctionnement du **Conseil d’administration** (CA), considéré comme le moteur de l’association. Le CA est en charge des décisions stratégiques, qui dépassent la gestion quotidienne de l’association (investissements, décisions thématiques, positionnements politiques, suivi des ressources humaines, etc.) confiée à une équipe salariée (2,75 ETP) et au bureau (six membres bénévoles élus par le CA).

Les membres du CA se réunissent trois fois par an dans les pays où les associations membres sont présentes. Entre les réunions, les membres du CA échangent par e-mail sur une liste dédiée (migreurop-ca@rezo.net).

³ Migreurop, [Pour la fermeture des camps d’étrangers en Europe et au-delà](#), 18 juin 2010.

⁴ Migreurop, [Appel solennel pour la liberté de circulation](#), 18 décembre 2013.

Le **Bureau** assure la gestion et la représentation politique entre deux réunions du CA. Les membres du Bureau sont en contact constant avec l'équipe salariée et se réunissent tous les deux mois (à Paris/par vidéoconférence) afin d'échanger sur la mise en œuvre quotidienne des activités et répondre aux besoins urgents du réseau. En parallèle, les membres du Bureau échangent par e-mail sur une liste dédiée (migreurop-bureau@rezo.net) et ses membres parisiens sont en contact constant avec l'équipe salariée.

Les instances du réseau ont été renouvelées à l'occasion de l'Assemblée Générale qui s'est tenue à Bruxelles les 13 et 14 juin 2015.

Le CA est composé de dix-huit membres, dont quatre membres individuels, issus de six pays :

- Membres associatifs : AMDH Mauritanie ; Arci (Italie) ; Gisti, Fasti, Anafé, La Cimade (France) ; Sos Racismo (Espagne) ; Ciré, LDH, CNCD 11.11.11 (Belgique) ; Barbed Wire Britain (Royaume-Uni) ; AMDH Maroc ; AME et Aracem (Mali)
- Membres individuels : Lydie Arbogast ; Olivier Clochard ; Sara Casella Colombeau et Yasmine Flitti

Lors de sa première réunion, le 14 juin 2015 à Bruxelles, le nouveau CA a élu en tant que Président du réseau Emmanuel Blanchard (Gisti, France), ainsi que les membres du Bureau, désormais composé de quatre membres associatifs et de deux membres individuels :

- Membres associatifs : Gisti (France), présidence ; AMDH Mauritanie, vice-présidence ; Fasti (France) et Arci (Italie), postes transversaux
- Membres individuels : Olivier Clochard, secrétariat, et Yasmine Flitti, trésorerie

b. L'équipe

La **coordination** du réseau est assurée par une équipe de trois salariées : une coordinatrice administrative et financière, à mi-temps, Elisabeth Baudin (arrivée en mars 2013), et deux coordinatrices opérationnelles, Alessandra Capodanno (arrivée en septembre 2012) et Brigitte Espuche qui a remplacé Eva Ottavy, en février 2015.

Le travail de coordination du réseau et des activités est soutenu par la présence de stagiaires (deux par an, à chaque fois pour une période de 6 mois).

c. Les membres

Migreurop est actuellement composé de **quarante-six associations et cinquante-trois membres individuels**, basés dans dix-sept pays d'Afrique, du Moyen Orient, et d'Europe, ainsi que de deux membres observateurs : l'Association Européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH) et le Secours Catholique (France).

Trois membres individuels et un membre associatif (Visions Solidaires Togo) ont rejoint le réseau en 2015.

Ci-dessous, la liste complète des membres associatifs du réseau, par pays⁵ :

ALLEMAGNE Border Monitoring Europe

BELGIQUE CIRE Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers | CNCD 11.11.11 Centre National de Coopération au Développement | LDH Ligue des Droits de l'Homme | SAD Syndicat des Avocats pour la Démocratie

CHYPRE KISA

EGYPTE EFFR Egyptian Foundation for Refugee Rights

ESPAGNE Andalucía Acoge | APDHA Asociación Pro Derechos Humanos de Andalucía | CEAR Comisión Española de Ayuda al Refugiado | ELIN | Federación SOS racismo | ACSUR Las Segovias

FRANCE ACORT Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie | ACT UP | ANAFE Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers | ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France | La Cimade | FASTI Fédération des Associations de Solidarité avec Toutes et tous les Immigré-e-s | FTCCR

⁵ Pour des raisons de confidentialité, la liste des membres individuels n'est pas publique.

Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives | GAS Groupe Accueil et Solidarité | GISTI Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés | IPAM Initiatives Pour un Autre Monde | JRS France Jesuit Refugee Service | MRAP Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples
ITALIE ARCI Associazione Ricreativa Culturale Italiana | ASGI Associazione Studi Giuridici sull'Immigrazione | Melting Pot | NAGA Associazione volontaria di assistenza socio-sanitaria e per i diritti di stranieri e nomadi

LIBAN Frontiers

MALI AME Association Malienne des Expulsés | ARACEM Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali

MAROC ABCDS-Oujda Association Beni Znassen pour la Culture, le Développement et la Solidarité | AMDH Association Marocaine des Droits Humains | Chabaka | GADEM Groupe Antiraciste d'accompagnement et de Défense des Etrangers et Migrants | Pateras de la vida

MAURITANIE AMDH Association Mauritanienne des Droits de l'Homme

PORTUGAL SOLIM Solidaridade Imigrante

ROYAUME UNI Statewatch | Barbed Wire Britain Network

SUISSE Solidarité sans frontières

TOGO Attac Togo | Visions solidaires

TUNISIE FTDES Forum Tunisiens des Droits Économiques et Sociaux

TURQUIE HCA/RASP Helsinki Citizen Assembly Refugee Advocacy Support Program

Membres observateurs : AEDH (Association Européenne pour la Défense des droits de l'Homme) | Secours Catholique (France)

d. Les finances

Tableau des produits	2014	2015
Fonds privés	168 818	161 944
Fondation de France	20 000	30 500
CCFD Terre Solidaire	30 000	37 500
FUMPT	15 000	16 500
Secours Catholique	30 000	25 000
Epim	72 169	52 444
La Cimade	2 000	
Régularisation Ciré	- 351	
Fonds publics	24 000	38 250
Ile-de-France FRDVA	10 000	11 250
Ile-de-France Méditerranée		11 000
Ville de Niort	3 000	
Marie de Paris	1 000	
Réserve parlementaire	10 000	16 000
Autres	11 849	32 924
Cotisations	6 820	12 050
Ventes Atlas et droits d'auteurs	3 549	1 604
Prestations de service		14 950
Dons	1 480	4 320
Produits financiers	206	262
Intérêts livret bleu	206	262
Total	204 873	233 380

e. Les soutiens



FONDATION
un
monde par
tous



PROJET
SOUTENU
PAR



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE
GAUCHE VERTE NORDIQUE



 MORCES

IV – INVESTIGATION

a. Les missions de terrain (volontaires et membres)

Volontaires en mission

Afin de collecter de l'information permettant d'appuyer les campagnes et activités du réseau, de mobiliser des jeunes et de resserrer le partenariat entre associations ayant des objectifs communs, le réseau envoie régulièrement des volontaires en mission sur le terrain dans le cadre des programmes d'[Echanges & Partenariats](#) (E&P).

Ainsi, depuis 2005, une ou deux sessions de départ sont organisées chaque année et, au cours des quatorze premières promotions, une quarantaine de jeunes ont déjà été envoyés en mission grâce à cette collaboration qui permet également à Migreurop et à E&P de se renouveler et de renforcer leurs liens.

Les premiers mois de 2015 ont ainsi vu la fin de la mission de Lydie Arbogast, partie en mission au Sénégal dans le cadre de la [promotion n°15](#) :

Sénégal (Dakar) : Lydie Arbogast (avril 2014/avril 2015)

Lydie a été accueillie au sein de la Plateforme des associations de la société civile sénégalaise pour le droit des migrants et des personnes déplacées (PASCs-DM/PD – membre de la [campagne Frontexit](#) (voir IV-Mobilisation/b), à Dakar durant un an. Elle avait pour mission – dans le cadre de la campagne Frontexit – de décrypter le cadre dans lequel s’inscrit la coopération en matière de gestion des mouvements migratoires entre Frontex et le Sénégal (et plus généralement entre Frontex et les pays ouest-africains), et de renforcer le partenariat entre Migreurop et la PASCs-DM/PD.

En 2015, deux sessions d’envoi de quatre volontaires ont eu lieu : une première en février (promotion n°16), et l’autre en novembre (promotion n°17).

Promotion n°16 :

Italie (Messine) : Sabine Llewellyn (février/juin 2015)

L’année 2015 – comme l’année antérieure – a de nouveau été marquée par des milliers de naufrages de migrants en Méditerranée centrale et orientale, ayant coûté la vie à plus de 3 700 personnes selon l’[OIM](#). C’est dans ce contexte que Sabine a été accueillie cinq mois à Messine (Sicile) au sein du « [circolo](#) » [Thomas Sankara](#) de l’association italienne ARCI (membre de Migreurop), afin d’appuyer le travail de la plateforme Watch the Med (voir IV-Mobilisation/c), en documentant les situations de détresse en mer Méditerranée et les violations des droits des migrants, Sabine a en ce sens réalisé des [documents de synthèse](#) sur des cas de naufrages, qui ont été publiés en ligne sur le site de Watch the Med, et a contribué à l’écriture d’un [rapport d’observation](#) intitulé : « *More than 300 people on four rubber vessels die in the Central Mediterranean Sea* » (14/02/2015).

Maroc (Rabat) : Elsa Tyszler (février 2015/janvier 2016)

Dix ans après les [événements meurtriers aux frontières de Ceuta et Melilla](#), en octobre 2005, les organisations de la société civile constatent qu’au Maroc, la décennie 2005-2015 a été jalonnée par une violence constante, et parfois mortelle, à l’encontre des candidats à l’immigration vers l’Europe, notamment dans les zones transfrontalières (frontière Nord marocaine/frontière Sud de l’Europe).

Dans ce contexte, la Cimade a décidé, dans le cadre d’un rapport portant sur trois portes de l’Europe (Calais, Italie, Ceuta/Melilla), d’enquêter sur la frontière hispano-marocaine en partenariat avec le [GADEM](#) (membre de Migreurop) courant 2015. Dès lors, Elsa a été accueillie un an en son sein pour travailler sur la thématique des droits des étrangers au Maroc et à ses frontières. Elle avait également pour mission de renforcer le lien partenarial entre les associations marocaines et espagnoles autour de la question des enclaves de Ceuta et Melilla. Elle a pour ce faire participé à de nombreuses missions de terrain aux frontières et sur le territoire marocain pour alimenter le plaidoyer des partenaires du projet, dont une mission conjointe (GADEM, Cimade, APDHA, Migreurop) aux frontières Nord du Maroc en juin 2015.

Dans le cadre de son volontariat, elle a publié une note en septembre 2015 intitulée « [Gérer la frontière euro-africaine : Melilla, laboratoire de l’externalisation des frontières européennes en Afrique](#) », puis a rédigé un rapport d’observation intitulé « [Ceuta et Melilla : centres de tri à ciel ouvert aux portes de l’Afrique ?](#) », traduit en français, arabe et espagnol, et publié en décembre 2015.

Belgique (Bruxelles) : Marine Simon (février/juin 2015)

Marine a été accueillie cinq mois au sein de la [Ligue des Droits de l’Homme Belge](#) (membre de Migreurop) pour travailler sur la thématique du droit des étrangers, avec pour objectif principal l’organisation de l’exposition de Migreurop *Moving Beyond Borders* – MBB (voir V-Sensibilisation/b), inaugurée à Bruxelles en juin 2015 à l’occasion de l’Assemblée Générale du réseau. Sa mission consistait à organiser l’inauguration de cette exposition, ainsi qu’un événement public de capitalisation des deux campagnes de sensibilisation du réseau (*Frontexit* et *Open Access Now*- voir IV-Mobilisations/b), en lien avec l’équipe de Migreurop et les membres belges du réseau. Elle était également en charge de développer des actions et des **outils d’animation** facilitant l’appropriation des contenus de MBB et permettant une meilleure exploitation de l’exposition comme vecteur de sensibilisation adaptable à différents publics et contextes locaux/nationaux.

Promotion n°17 :

France (Calais) : Cécilia Fall

Berceau historique des luttes du réseau Migreurop, Calais n'a cessé depuis la fin des années 1990 d'être un lieu emblématique des incohérences de la politique migratoire et d'asile de l'Union européenne, qui prétend défendre les droits fondamentaux, tout en dissuadant les opprimés de trouver asile sur son sol. Le Calais et ses alentours, comme d'autres régions du monde (frontière gréco-turque, enclaves de Ceuta et Melilla...) est un lieu-nasse de violences et de déni des droits des migrants, bloquant les exilés dans leur parcours migratoire et les enfermant à ciel ouvert. C'est aussi le foyer d'un important réseau de solidarité dont les acteurs multiples ont, au fil des ans – et particulièrement en 2015 –, construit un modèle original de résistance aux tentatives de gestion autoritaire de la mobilité.

Dans ce contexte, Cécilia a été accueillie six mois au sein de la [Plateforme de Service aux migrants \(PSM\)](#) et avait pour mission d'informer et de sensibiliser le grand public quant aux enjeux des politiques migratoires européennes actuelles, et leur impact sur la situation des migrants à cette frontière et aux autres portes de l'Europe.

Elle était notamment en charge de :

- Favoriser la diffusion de l'exposition *Moving Beyond Borders* (accueillie du 1^{er} au 18 décembre 2015 à la Bibliothèque Universitaire de Calais) en privilégiant les publics scolaires (voir V-Sensibilisation/b);
- Soutenir l'organisation d'une rencontre Migreurop sur les « hotspots », le 12 décembre 2015 (voir V-Sensibilisation/a) ;
- Soutenir l'organisation du forum annuel inter-associatif de la PSM en mars 2016 sur les impacts des politiques européennes.

Turquie (Izmir) : Nausicaa Preiss

Au regard des dispositifs sécuritaires déployés en Méditerranée centrale en 2015, et des risques encourus par les exilés sur cette trajectoire, les derniers mois de l'année 2015 ont été marqués par un déplacement des routes migratoires, de la Méditerranée centrale, entre la Libye et le sud de l'Italie, vers la Méditerranée orientale, entre la Turquie et la Grèce. Face à cette nouvelle donne l'Union européenne s'est empressée de négocier avec la Turquie le renforcement du contrôle de ses frontières et l'endigement des mouvements migratoires vers l'Europe.

C'est dans ce contexte que Nausicaa a été accueillie six mois au sein de [Mülteci-Der](#), association partenaire de Migreurop, pour observer et analyser l'impact des politiques migratoires européennes sur les droits des migrants sur le territoire et aux frontières de la Turquie, notamment en mer Egée. Elle était notamment chargée d'appuyer le travail de la plateforme *Watch the Med/Alarmphone* et de suivre l'évolution de la situation *in situ* depuis le rapport *Frontexit* publié en 2013 (« [Frontex, entre Grèce et Turquie : la frontière du déni](#) ») au regard des négociations en cours entre l'Union européenne et la Turquie.

Bulgarie (Sofia) : Nedialka Tachalakova (novembre 2015/avril 2016)

La Bulgarie constitue en 2015 un terrain d'évolutions intéressantes autour des questions migratoires pour le réseau, qui souhaite mieux connaître cette réalité et les acteurs nationaux et locaux investis sur cette thématique.

Dans ce contexte, Nedialka a été accueillie six mois au sein du [Center for Legal Aid – Voice in Bulgaria](#) (CLA). Elle avait pour mission d'enquêter sur la situation des migrants en Bulgarie (tant en termes de lieux d'enfermement que de contrôles aux frontières) et de renforcer des partenariats avec les organisations ressources sur place.

L'objectif de cette **mission exploratoire auprès d'un nouveau partenaire du réseau** était principalement d'identifier les conséquences des politiques migratoires européennes sur la gestion bulgare de l'immigration et de renforcer la connaissance de Migreurop sur le contexte migratoire bulgare, ainsi que sur les mobilisations de la société civile en Bulgarie en soutien aux droits des migrants. En outre, le réseau souhaitait organiser – en lien avec le laboratoire universitaire [Migrinter](#) – une mission exploratoire en Bulgarie, début 2016, et le relais d'une volontaire sur place à Sofia a été particulièrement utile pour la

préparer. Nediarka a aussi pris part à la mission et est impliquée dans le compte-rendu de celle-ci, à paraître courant 2016.

Espagne (Malaga) : Louis Imbert (novembre 2015/avril 2016)

Louis a été accueilli pendant six mois au sein de [Malaga Acoge](#), membre de la Fédération [Andalucia Acoge](#) (membre de Migreurop), notamment pour compléter le travail d'investigation d'Elsa Tyszler sur la frontière hispano-marocaine, et enquêter sur le devenir des migrants présents ou transférés sur la péninsule espagnole. Il avait pour objectifs d'exercer une veille sur la frontière hispano-marocaine de Melilla et sur le territoire espagnol afin de mettre en évidence les violations des droits des migrants, de sensibiliser le public en Espagne et en Europe sur ces violations, et de renforcer les réseaux de solidarité internationale autour de la lutte pour les droits des migrants, particulièrement autour de la situation à la frontière Sud de l'Europe.

Missions des membres

Une mission de terrain a été organisée, en partenariat avec la Cimade et la coalition *Boats4People*, du 1^{er} au 11 novembre 2015, en **Italie** (Milan, Rome, Syracuse, Catane et Pozzallo). Six personnes y ont pris part : Eva Ottavy et Gipsy Beley (la Cimade), Edda Pando et Carmen Cordaro (Arci, Italie), Sara Prestianni (Arci/Migreurop) et Filippo Furri (Migreurop). Cette mission s'inscrivait dans un projet plus large, porté par la Cimade, destiné à collecter des données et de l'information sur la situation de plusieurs frontières de l'UE et incluait, conformément aux priorités actuelles de la coalition *Boats4People*, un volet spécifique sur la question du deuil et des disparus en mer (voir IV-Sensibilisation/b).

Par ailleurs, elle a permis de creuser deux thèmes étroitement liés aux thématiques de travail du réseau : L'Archipel de l'accueil en Italie : une prise en charge dysfonctionnelle : En amont de la mission en Italie, Migreurop a préparé avec l'aide d'un bénévole (Pietro Vesci) et de Filippo Furri (membre individuel) un document/glossaire récapitulant les structures d'accueil pour les demandeurs d'asile en Italie et leur fonction. Ce travail a été complexe car le système d'accueil italien évolue en fonction de décrets gouvernementaux qui multiplient les situations d'exception et permettent de créer un système d'enfermement parallèles au système ordinaire.

Si ces structures ne constituent pas formellement des lieux de détention, les principaux constats de la mission mettent en lumière des situations préoccupantes de mise à l'écart et de non-respect des droits des exilés : un manque d'information criant, un système d'accueil protéiforme et complexe qui isole les demandeurs d'asile et les broie psychologiquement, d'importantes disparités entre les structures, des situations de détournement/malversation des fonds avec un impact dramatique sur l'accompagnement des demandeurs d'asile, un accès très difficile voire impossible aux lieux.

Le tri à la frontière : identifier pour expulser davantage plutôt que pour protéger :

Les membres de la délégation n'ont pas obtenu l'autorisation d'entrer dans le *hotspot* de Pozzallo mais les différents entretiens menés avec les acteurs associatifs et les militants italiens, la rencontre avec la EURTF (*EU Regional Task Force*) et l'observation d'un débarquement à Pozzallo ont permis d'identifier plusieurs problèmes relatifs à la mise en œuvre des *hotspots* (voir aussi III-Investigation/b) : l'absence de base légale et de procédures claires, une procédure d'identification expresse qui soulève de nombreuses questions – notamment quant à la prise en charge inappropriée des personnes dites vulnérables et aux modalités peu claires d'identification des présumés passeurs et des témoins de justice –, un tri qui se fait sur la nationalité en contradiction avec la convention de Genève et le droit européen, une augmentation de la présence de personnes en situation irrégulière sur le territoire (entre septembre et décembre, la majorité des africains subsahariens – Gambiens, Nigériens, Sénégalais – passés par le centre de Pozzallo, se sont vus remettre, sans explications, dans une langue qu'ils ne comprennent pas nécessairement, un ordre de quitter le territoire italien sous sept jours, au motif que les centres de détention seraient pleins).

Un rapport, issu de cette mission et de deux autres que La Cimade a réalisées en 2015 aux frontières hispano-marocaine (voir II-Investigation/a) et franco-britannique, en lien non seulement avec le réseau,

l’Archi et *Boats4People*, mais aussi avec le GADEM et l’APDHA, sera publié courant 2016 à l’occasion d’une journée de décryptage organisée par La Cimade.

b. L’approche hotspots

Le réseau Migreurop a initié en 2015 un travail de collecte d’informations, de décryptage et d’analyse pour **faire la lumière sur « l’approche hotspots »**, développée par la Commission européenne dans son [Agenda Migrations de mai 2015](#), **et ses dérives aux frontières de l’Europe comme de l’autre côté de la Méditerranée.**

L’objectif affiché du « dispositif hotspots » est de répondre au drame des naufrages en Méditerranée et à la « crise des réfugiés » en mettant en place un système de partage des demandeurs d’asile dans l’ensemble des pays de l’UE. Il est supposé apporter une aide immédiate aux pays de première arrivée, en l’occurrence la Grèce et l’Italie.

Il s’agit en réalité de faciliter la distinction entre les demandeurs d’asile – éligibles à une protection dans le pays d’arrivée et/ou à la relocalisation⁶ – et les migrants économiques qui auraient vocation à être expulsés. Ce sont donc des dispositifs de tri dans les États situés aux frontières extérieures de l’Union qui visent avant tout au fichage et à la traçabilité des migrants.

De plus, il s’avère que ce dispositif de tri – qui n’a, à ce jour, aucune véritable base légale au niveau européen ni de légitimité démocratique – ne peut fonctionner qu’à condition d’être coercitif et d’évoluer vers la multiplication de centres de détention (cf. Grèce), tant aux frontières extérieures de l’Union européenne qu’en amont, dans les pays de départ et de transit (cf. Turquie, Niger, Soudan).

Face à cette stratégie soi-disant innovante, qui ne semble être en réalité que la continuité de 30 ans de politiques sécuritaires et hostiles aux exilés, Migreurop a débuté un travail de collecte d’informations et d’analyse sur les nouveaux processus d’externalisation et les « nouvelles » formes d’encampement. Il consiste en :

- La mise en place d’une liste d’échanges d’informations sur « l’approche hotspots » : migreurop-hotspots@rezo.net
- La diffusion d’articles via le blog « Open Europe » de Mediapart et la publication d’une [tribune](#) (en Belgique, Espagne, Italie, Suisse, France, Royaume-Uni et Mauritanie) à l’occasion du Sommet EU-Afrique de La Valette (11-12 novembre 2015)
- L’organisation d’une rencontre internationale à Calais le 12 décembre 2015 avec la participation de membres et partenaires issus des pays concernés par les projets d’implantation de « nouveaux » camps de tri (Italie, Grèce, Turquie, Niger...) – (voir V-Sensibilisation/a).

Ce travail se poursuivra tout au long de l’année 2016, notamment avec la création d’un sous-groupe de travail « Afrique » et la publication fin 2016 d’une analyse conjointe des membres du réseau, et des partenaires impliqués, sur « l’approche hotspots », au sein de l’Union européenne et au-delà.

⁶ La relocalisation permet de déroger au règlement Dublin III (selon lequel le premier pays UE d’arrivée est responsable de la demande d’asile) et à répartir, dans les États membres de l’Union Européenne, des demandeurs d’asile arrivés en Italie et en Grèce après le 15 avril 2015. La relocalisation est possible uniquement pour les nationalités pour lesquelles le taux d’octroi du statut de réfugiés est supérieur à 75% sur la base des données Eurostat sur l’ensemble des pays membres de l’Union.

V – MOBILISATION

a. Les chantiers sur l'enfermement

La campagne *Open Access Now*

Lancée en octobre 2011 en partenariat avec [Alternatives Européennes](#), co-coordonnée par Migreurop et l'Anafé (France) et menée, de décembre 2012 à août 2015, par un comité de pilotage (copil) international⁷, la campagne [Open Access Now](#), avait pour revendication la fermeture de tous les camps d'étrangers et, tant que ces lieux existent, un accès inconditionnel de la société civile et des journalistes à l'information et aux lieux d'enfermement.

Les premiers mois de l'année 2015 ont été rythmés par les suites de la mobilisation lancée le 15 octobre 2014 à l'occasion de la table-ronde « Rétention des migrants en Europe : où en est-on ? » qui s'est tenue au Parlement européen (Bruxelles).

Cette mobilisation s'est étendue sur quatre mois et demi, pour prendre fin le 2 mars 2015. Comme les précédentes, elle avait pour but de sensibiliser la société civile et le monde politique à la détention administrative des personnes migrantes, de dénoncer les atteintes aux droits dans les lieux d'enfermement, et de faire entendre la voix de celles et ceux qui sont détenus.

Pour que ces réalités aient un écho le plus large possible, plusieurs actions ont été menées : des visites de lieux de détention, une interpellation de la Commission européenne (CE) à propos de l'application de la Directive « retour », la récolte de témoignages de (ex)détenus et de visiteurs, ou encore l'organisation de rencontres, manifestations et débats autour de l'enfermement des étrangers.

Plus précisément, les activités qui ont été menées courant 2015 peuvent être ainsi résumées :

Interpellation de la Commission européenne :

La CE a répondu, le 3 février et 4 juin 2015, aux questions parlementaires écrites introduites en novembre 2014 et portant sur la [transparence](#) et l'[accès](#) des associations aux centres. Une nouvelle question, portant cette fois-ci sur les [durées de détention](#), a été introduite le 9 juillet 2015, par douze parlementaires des groupes GUE/NGL, S&D et Alde. La CE y a également répondu le 5 octobre 2015.

Le cabinet de M. Avramopoulos, commissaire européen à la Migration et aux Affaires intérieures, a également répondu à la lettre que les membres de la campagne lui avaient adressée en décembre 2014 afin d'attirer son attention sur plusieurs éléments problématiques de son rapport d'évaluation de la directive « Retour ». La lettre pointait notamment les lacunes du travail d'évaluation des conditions de détention, ainsi que le manque de transparence et de rigueur quant à la méthode utilisée pour celle-ci.

Le bilan de ces interpellations est loin d'être réjouissant, les réponses abstraites de la Commission n'ayant en aucune façon répondu aux préoccupations de la campagne.

Sensibilisation :

De nouveaux témoignages ont été collectés et diffusés en lien avec les Observatoires citoyens des CRA de [Vincennes](#) et de [Palaiseau](#) (France).

Les membres de la campagne ont animé des [émissions radio](#) et participé à des événements militants : festival cinéma « [Silence, on enferme !](#) » (Paris, 5-6 mai 2015, organisé par l'Observatoire du CRA de Vincennes en partenariat avec l'Observatoire de l'enfermement des étrangers, Migreurop/*Open Access Now*, la LDH et la Fondation Un Monde Par Tous), le festival "SteenRock – Faites de la musique, pas des centres fermés !" (Steenokkerzeel, Belgique, en face du centre fermé « 127bis », 9 mai 2015) et le [Cercle de résistance](#) (Paris, 29 octobre 2015).

⁷ Composé par Sos Racismo (Espagne) au nom des membres espagnols du réseau, l'Anafé et La Cimade (France), Ciré et LDH (Belgique), Frontiers Ruwad (Liban) et, depuis juillet 2015, Barbed Wire Britain (Royaume-Uni).

Visites de lieux d'enfermement :

Seize visites ont été organisées, en France, en Belgique, en Espagne et en Italie, pendant la mobilisation 2014-2015. Huit de ces visites ont eu lieu courant 2015 : en janvier, au « centre de permanence temporaire pour immigrés » (CETI) de [Melilla](#) et au « centre d'internement d'étrangers » (CIE) d'[Aluche](#), Madrid (Espagne) et au « centre pour illégaux » de [Merksplas](#) (Belgique) – où une délégation s'est à nouveau rendue en [mars](#) –, à la « zone d'attente » (ZA) de [Roissy](#) et au « centre de rétention administrative » (CRA) du [Mesnil-Amelot](#) (France), au « centre d'identification et expulsion » (CIE) de Turin et, en février, au « centre de premier secours et accueil » (CPSA, faisant office de « centre d'accueil pour demandeurs d'asile ») de [Cagliari](#) (Italie). Instrument clé de la campagne *Open Access Now*, ces visites avaient un double objectif : tester l'effectivité du droit d'accès aux lieux d'enfermement pour étrangers et récolter des informations sur ce qui s'y passe ainsi que sur l'effectivité - ou non - des droits.

Après cette troisième session de visites, force est de constater que l'obsession sécuritaire conduit à une ultra-surveillance au détriment de l'accès effectif aux droits, et au prix de conditions d'enfermement dégradées.

À la différence de la campagne menée en 2013, plusieurs lieux dits « d'accueil » ont également été visités. Plusieurs mois avant la création de véritables centres de tri, dénommés *hotspots* (voir III-Investigation/a et b), la situation aux frontières externes de l'UE était déjà alarmante comme l'atteste la conclusion du bilan de la mobilisation : « Sous prétexte de flux migratoires “mixtes” et prétendument plus importants, les pratiques d'accueil, y compris des demandeurs d'asile et autres personnes vulnérables, se font de plus en plus au travers de nouvelles formes de privation de liberté, notamment aux frontières de l'Union ».

Une [table-ronde](#) intitulée « *Open Access Now* : Nous avons le droit de savoir, ils/elles demandent à être libres ! » a été organisée le 21 avril 2015 au Parlement européen (Bruxelles) pour marquer la clôture de la mobilisation (voir V-Sensibilisation/a).

Pour plus d'informations sur la mobilisation *Open Access Now* 2014-2015 et sur les visites effectuées, voir le [bilan de la mobilisation](#) et le [calendrier](#) des visites).

Le projet *Close the Camps*

Lancé en décembre 2013 et disponible en français, en anglais et en espagnol, le site [Close the Camps](#) propose une cartographie dynamique et participative de l'enfermement des étrangers en Europe et au-delà, dont l'objectif est de documenter les lieux, formes et conditions de cette privation de liberté. Il vise également à faciliter l'accès aux informations concernant les lieux de détention d'étrangers et le contact avec les personnes détenues, ainsi qu'à mobiliser toutes celles et ceux qui s'opposent aux mécanismes de détention et d'éloignement des migrants pour défendre leurs droits fondamentaux.

Le projet est mené par le groupe de travail « cartographie ». Courant 2015, ses membres ont été fortement impliqués dans la réalisation de cartes pour l'exposition *Moving Beyond Borders* (voir V-Sensibilisation). Toutefois, conformément aux priorités identifiées au sein du groupe en 2014, deux sessions d'auto-formation ont pu être organisées, le 26 mars et les 8 et 9 octobre 2015. Celles-ci ont permis d'aborder des thèmes tels que les sources utilisées par les membres du groupe et les outils de partage bibliographique, mais aussi de lancer des projets de réalisation cartographique :

- [Détenus et centres de rétention au Royaume-Uni : saturation et conditions de vie inhumaines](#) (Ronan Ysebaert)
- [Le sas des Balkans](#) (Morgane Dujmovic)
- [L'externalisation de la politique migratoire européenne dans les Balkans : déléguer pour mieux enfermer](#) (Morgane Dujmovic)
- [Rafles et détention arbitraire au Maroc – février 2015](#) (refonte et traduction de la version originale) (Elsa Tyszler et Thomas Honoré)

En vue d'une mise à jour du site prévue pour 2016 (la troisième après celles du 15 juin et du 15 octobre 2014), les membres du groupe « cartographie » ont poursuivi, en particulier pendant le deuxième semestre 2015, la collecte d'informations.

Les actualisations plus significatives – visibles sur le site public depuis février 2016 – concernent les réadmissions dans le cadre du règlement Dublin III et le recensement de camps au Maroc et au Sahara occidental, grâce à une mission conjointe menée par le Gadem, le Conseil des Communautés Sub-sahariennes au Maroc (CCSM) et Elsa Tyszler (volontaire E&P, membre de Migreurop/du groupe « cartographie ») en février 2015.

La formation d'octobre 2015 a permis d'effectuer un premier test de fonctionnement d'une application dynamique intégrée au site, permettant aux non cartographes impliqués dans le projet de réaliser des cartes à partir de données statistiques brutes. La mise en ligne de cette application est attendue pour l'année 2016.

La restructuration des chantiers portant sur l'enfermement

Plusieurs constats partagés ont émergé au cours de l'année 2015 :

- Un essoufflement de la campagne *Open Access Now* et de son focus sur l'accès des ONG et des journalistes aux lieux de détention.
- La nécessité de rationaliser l'action du réseau Migreurop sur les questions d'enfermement autour de ses deux pôles : *Open Access Now* et le projet de cartographie *Close the Camps*.
- Une volonté de remettre au centre des analyses et mobilisations du réseau une vision large des processus d'enfermement, l'externalisation de ces derniers et l'objectif de la fermeture de tous les camps.

Ainsi, lors du dernier CA de 2015 (Calais, 12-13 décembre), les membres ont décidé que :

- Une vision large des processus d'enfermement sera privilégiée afin de dresser un état des lieux des différentes formes de privation de liberté existantes.
- La priorité pour début 2016 sera de mener les activités liées au site *Close the Camps* et à la publication d'une 6^{ème} édition de la « Carte des Camps » de Migreurop.
- La restructuration des chantiers « enfermement » sera définie au cours du 1^{er} semestre 2016 et, avant juin 2016, un nouveau groupe de travail sera mis en place et des réunions organisées afin d'élaborer des propositions concrètes quant à l'architecture globale de ce chantier, à sa coordination et aux grandes lignes du travail à mener.

b. La campagne *Frontexit*

La campagne [*Frontexit*](#), inter associative et internationale, a été lancée en 2013. Elle a pour **revendication principale** la suppression de l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, dite Frontex, du fait de l'incompatibilité de ses activités avec le respect des droits fondamentaux des migrants. Tant que l'agence existera, la campagne exige la transparence, la mise en responsabilité de l'agence européenne, ainsi que la suspension de ses activités marquées par des violations des droits (notamment interceptions maritimes et expulsions groupées). Enfin, la campagne demande un contrôle accru du Parlement européen sur les accords signés par Frontex avec des pays dits tiers, conformément au processus de codécision en vigueur depuis le Traité de Lisbonne (2009).

La campagne *Frontexit* regroupe plusieurs volets (sensibilisation/information, plaidoyer/revendications, collecte d'informations et contentieux) et s'appuie sur un comité de pilotage (copil) composé de 19 associations du Nord et du Sud, membres ou partenaires du réseau Migreurop : l'ABCDS (Maroc), l'AMDH Maroc, l'AMDH Mauritanie, l'AME (Mali), l'ARACEM (Mali), l'Arci (Italie), la Cimade (France), le CIRE (Belgique), le CNCD 11.11.11 (Belgique), la Fasti (France), le Gadem (Maroc), le Gisti (France), la LDH Belgique, la FIDH, EuroMed Droits, le Progress Lawyers Network (Belgique), la PASCs-PM/PD (Sénégal) et le GRAMI AC (Cameroun). **L'Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH) a rejoint la campagne en novembre 2015.** *Frontexit* est désormais co-coordonnée par Migreurop et le réseau Euromed Droits.

Après s'être essentiellement intéressée aux **droits des migrants en mer** durant sa première année d'existence (2013), la campagne *Frontexit* s'est centrée en 2014 et 2015 sur la **coopération extérieure de Frontex**, en particulier avec les pays ouest-africains, et **les interceptions maritimes** opérées par l'agence. L'année 2015 a montré tout le bien-fondé de la campagne. Contrairement aux années précédentes où l'agence restait un objet opaque et peu attractif, la mise en avant de l'agence par les institutions européennes comme outil privilégié de réponse à l'arrivée des migrants en Europe est devenu un sujet de plus grand intérêt pour différents publics (militants, médias, politiques). L'écho de la campagne *Frontexit* est de ce fait plus important. Aussi, les associations membres ont maintenu tout au long de l'année leur travail de veille et d'alerte, en particulier dans un contexte de déploiement sans précédent de l'agence en Europe et au-delà (augmentation des budgets des opérations Triton et Poséidon ; renforcement des moyens de surveillance ; extension du mandat de Frontex en matière de retours...).

Dans ce contexte, de nombreux outils de sensibilisation ont été produits par les membres de *Frontexit* en 2015 :

- Deux **notes d'information sur les différentes formes de coopération de Frontex avec les Etats africains et leurs enjeux en termes de droits humains** (une longue et [une courte](#)) à destination de la presse et des députés, qui vient s'ajouter aux outils déjà réalisés sur l'action de l'agence « hors Europe ».
- **Analyse du Règlement européen sur les interceptions maritimes dans le cadre des opérations Frontex** par le groupe contentieux (en cours de finalisation)
- **Actualisation des documents ressources de la campagne** ([Brochure Vrai/Faux](#) mise à jour en mai 2015, traduction et diffusion en 2015 en français, anglais, arabe ; extension du [Manuel de formation](#))
- **Mise en ligne de la note de Migreurop** « [Frontex: le bras armé des politiques migratoires de l'Union européenne](#) » - Traduction en français, anglais, italien et espagnol
- A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme et des 10 ans de Frontex, *Frontexit* a publié [un document de sensibilisation sur les dangers du renforcement de l'agence](#), et notamment sur dix mesures clés concourant à la violation des droits fondamentaux des personnes en migration, au détriment de leur accueil et de leur protection.

De plus, le **volet formation** étant considéré comme particulièrement important au sein de la campagne, plusieurs sessions ont été organisées en Europe et au-delà :

- développement d'un module de formation pour les membres du Sud : une formation à Dakar en avril 2015 en lien avec le REMIDEV et le projet Loujna Tounkaranké ;
- deux formations fin 2015 sur les partenariats pour la mobilité : une au Maroc par le GADEM en octobre 2015 et une à Tunis en novembre 2015 par EuroMed Droits
- De nombreuses formations ont également été réalisées en France portées par la Cimade et la FASTI.

Enfin, *Frontexit* et Migreurop ont organisé le 25 mars [un séminaire sur l'externalisation des politiques migratoires européennes](#) lors du Forum Social Mondial 2015, qui s'est tenu à Tunis, du 24 au 28 mars. Intitulé « Regard croisé sur l'externalisation des politiques européennes d'immigration et d'asile », il a accueilli près de 80 participants de diverses nationalités.

c. Les coalitions internationales

Migreurop participe à la coalition [Boats4People](#) et soutient le projet [Watch the Med](#), qui visent à promouvoir les droits des migrants en mer, en faisant connaître et en documentant les situations de détresse en mer, attentatoires aux droits.

Boats4People (B4P)

La coalition Boats4People est née en 2011 pour interpellier les gouvernants à propos des milliers de migrants qui, chaque année, meurent aux frontières de l'Union Européenne en tentant de les atteindre. Son activité, en 2015, s'est concentrée sur la poursuite des [actions de sensibilisation](#) mises en œuvre ces dernières années sur les droits des migrants en mer.

Ainsi, **en mai 2015, un événement a été organisé sous l'égide du Gisti et de la FIDH au sujet du « [left-to-die boat](#) »**, qui a donné lieu à des dépôts de plaintes et demandes d'information dans six pays (Belgique, Italie, Espagne, France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Canada). Le 27 mai 2015, **une réunion juridique** a été organisée, à laquelle étaient présents ou représentés les juristes ou avocats, les militants, les chercheurs impliqués dans le suivi des différentes plaintes engagées, pour en faire le bilan et en dresser les perspectives.

Une conférence de presse a également été organisée le 28 mai, qui a permis de rendre compte de l'état d'avancement des procédures engagées dans les différents pays – tout en soulignant la lenteur de la justice quand il s'agit de faire droit aux demandes des migrants –, et de les mettre en perspective avec l'actualité, en liant l'insuffisance des moyens fournis par les pays européens pour le sauvetage en mer et l'impunité qui, jusqu'à ce jour, protège les autorités des Etats membres de l'UE.

À l'issue de la conférence a été projeté le film [Liquid Traces: The Left-to-Die Boat Case](#) réalisé par Charles Heller et Lorenzo Pezzani, de la plateforme Watch the Med.

Suite à la mission en Italie de novembre 2015 (voir *supra*), deux outils d'information et de sensibilisation seront élaborés, l'un sur la frontière maritime et spécifiquement la situation post-été 2015, l'autre, destiné aux familles de disparus et associations qui les accompagnent, sur la gestion des corps du point de vue du cadre légal et de la pratique des Etats et focalisé sur le cas italien.

Par ailleurs, forte du constat du rôle accru des acteurs privés dans les opérations de sauvetage en mer, **la coalition B4P a traduit en français l'outil de sensibilisation de l'organisation allemande [Pro Asyl](#) à destination des marins croisant des personnes en situation de détresse en mer**: « [Les réfugiés en situation de détresse en mer : agir et assister. Conseils pour capitaines et équipages](#) ». La version française de ce livret sera diffusée en 2016.

Watch the Med (WtM)

[WtM](#) est un projet d'observation de la Méditerranée conçu par la société civile pour répondre à l'inaction des gouvernants face aux milliers de naufrages en mer. Il s'agit d'une plateforme en ligne visant à cartographier et documenter les violations des droits des migrants en mer méditerranée. Grâce à la collaboration entre migrants, chercheurs, et militants associatifs, elle entend faire pression sur les autorités afin de faire respecter le droit de la mer.

Née en 2011 dans le cadre du projet Boats4People, avec la collaboration de deux chercheurs du projet *Forensic Oceanography* de l'Université Goldsmith de Londres, cette [plate-forme de cartographie en ligne](#) visait dans un premier temps à cartographier les preuves de non-respect du droit de la mer dans le cadre de l'affaire connue sous le nom du « *left-to-die boat* ».

Depuis, ce projet est destiné à enquêter plus généralement sur les violations des droits des migrants aux frontières maritimes de l'UE et les morts en mer, et se focalise sur les missions de sauvetage et la prévention des violations des droits, en faisant pression sur les autorités pour qu'elles interviennent en cas de détresse. Son objectif, à terme, est de créer un espace méditerranéen de solidarité mutuelle avec des frontières ouvertes pour tous.

Ce projet de vigilance citoyenne s'accompagne, depuis 2014, d'un numéro d'urgence pour les migrants en détresse en mer, l'[AlarmPhone](#) : l'équipe mobilisée conseille les migrants et donne l'alerte aux autorités compétentes en cas de danger imminent. Cette assistance téléphonique multilingue fonctionne jour et nuit, sept jours sur sept.

Migreurop participe à WtM via son implication dans B4P et contribue particulièrement à ce projet par :

- L'envoi de volontaires sur le terrain (Sabine Llewellyn chez Arci Messine en Sicile début 2015, Nausicaa Preiss à Izmir chez Mülteci-Der fin 2015),
- La veille et l'échange d'informations sur les pratiques de secours en mer, ainsi que le travail de collecte d'informations, notamment via les volontaires sur le terrain, sur le rôle de Frontex et les cas de violations impliquant l'agence.

VI – SENSIBILISATION

a. Les rencontres

La table-ronde « *Open Access Now ! Nous avons le droit de savoir, ils/elles demandent à être libres* »

Cette [table-ronde](#) a été organisée en étroite collaboration avec Sos Racismo et Andalucia Acoge et sous patronage des députées européennes Marina Albiol (GUE/NGL, Espagne) et Eva Joly (Verts/Ale, France) afin de marquer la clôture de la mobilisation 2014-2015.

La conférence, qui s'est tenue le 21 avril 2015 au Parlement européen à Bruxelles, s'est déroulée en deux temps : une conférence de presse où sont intervenues les députées précitées, ainsi que Barbara Spinelli (GUE/NGL, Italie) et Laure Blondel (Anafé), et une présentation des réalités observées dans les lieux d'enfermement belges, espagnols, français et italiens par les associations et les parlementaires impliqués, suivie d'un débat autour des perspectives de cette mobilisation.

Une quarantaine de personnes, principalement membres associatifs (membres de la campagne – Ciré, LDH, Anafé, Cimade, Andalucia Acoge, Migreurop – et autres organisations telles que *LasciateCIEntrare*, EPIM, Centre fédéral migration, *Flemish refugee action*, Caritas internationalis, PICUM, Elin, AEDH, Croix Rouge, Enar), mais aussi des assistants et conseillers parlementaires (Verts/Ale, GUE/NGL, S&D, Alde) et quelques journalistes (Café Babel, Aqui Europa, Eldiario.es, EUnews, Redattore sociale), était présente.

La rencontre internationale « *Hotspots et processing centres : Les nouveaux habits de la politique européenne d'encampement, d'externalisation et de tri des exilés* » (12 décembre 2015, Calais)

Face à l'arrivée et aux naufrages de milliers de personnes sur ses côtes en 2015, l'Union européenne a persisté dans une réponse répressive et sécuritaire, qui masque ses responsabilités en matière de non sauvetage en mer et de non-respect du droit à demander l'asile. C'est dans ce contexte que les termes de « *hotspots* » (pour l'Italie et la Grèce notamment) et de « *processing centre* » (au Niger en particulier) sont devenus en 2015 les nouveaux mots-clés de la communication des institutions européennes pour identifier, trier et mettre à l'écart les personnes jugées indésirables sur leur territoire.

Dans le cadre de son décryptage de cette « approche *hotspots* », Migreurop a souhaité organiser une [rencontre publique](#) autour des « nouvelles » formes de tri et d'encampement prévues en Europe et au-delà, à l'occasion des rencontres partenariales du réseau (11-13 décembre 2015) à Calais, comprenant le lancement de la 2^e étape de l'exposition *Moving Beyond Borders* à la Bibliothèque Universitaire de Calais (voir *infra*), ainsi qu'une réunion du Conseil d'Administration.

Des intervenants de France, de Grèce, de Turquie, d'Italie et du Niger sont venus apporter leurs témoignages et leurs analyses

130 participants issus d'un public divers (bénévoles, activistes, membres de Migreurop) ont assisté à cette rencontre, qui a été filmée. Ces diverses interventions seront prochainement accessibles sur le site internet du réseau.

b. L'exposition *Moving Beyond Borders*

La réalisation

Le projet d'exposition *Moving Beyond Borders* (MBB), coordonné par Sara Prestianni et Olivier Clochard (membres individuels du réseau) a vu le jour en 2014. Il est né du croisement de plusieurs domaines d'actions au sein de Migreurop, et des créations cartographiques et photographiques qui y sont liés. Mise en scène par « [Etrange Miroir](#) », l'exposition est interactive, multimédia et accessible à tous. Son objectif est double : en apportant aux publics non spécialistes des éléments de compréhension sur les nombreux « drames de la migration », elle vise à lutter contre les préjugés et les idées reçues sur les migrants, ainsi qu'à dénoncer les politiques de mise à l'écart des exilés jugés indésirables sur le territoire européen. Cette

exposition est donc un outil de sensibilisation « tout public », inscrit dans une perspective à la fois militante et artistique.

En 2015, Migreurop et Etrange Miroir ont entrepris la conception et la réalisation de l'exposition, qui a pu être inaugurée à Bruxelles (Belgique) en juin 2015 et qui a, en décembre été accueillie à Calais.

L'inauguration (Bruxelles, juin 2015)

Moving Beyond Borders a été inaugurée le 12 juin 2015 à Bruxelles, où elle a été accueillie – jusqu'au 20 juin – par le Centre Culturel Jacques Franck. L'inauguration s'est déroulée en trois temps. Tout d'abord, une conférence de presse ainsi que des visites guidées pour les journalistes et les autres participants ont été organisées et animées par des intervenants divers (associatifs, politiques).

Dans un second temps, l'exposition a été présentée aux membres du réseau Migreurop, par le biais de visites guidées animées par les associations belges du réseau (LDH Belgique, Ciré), et focalisées sur le contexte local. Cette journée visait à toucher les décideurs politiques et la presse européenne, mais aussi à permettre à l'ensemble des membres du réseau de se familiariser avec cet outil pour favoriser/faciliter l'organisation des futures étapes de l'exposition.

Enfin, l'exposition a été ouverte au public pour lequel des visites axées sur les supports employés par MBB ont été organisées. Une visite sur la « cartographie » a permis d'expliquer le « dessous » d'un projet cartographique, mais aussi d'illustrer les limites de toute représentation cartographique de phénomènes complexes. Une deuxième visite portant sur la « photographie » a permis de faire valoir les enjeux liés à l'usage des images pour traiter des questions migratoires.

Moving Beyond (EU) Borders (Calais, décembre 2015)

Du 2 au 17 décembre 2015, l'exposition a fait étape à la Bibliothèque Universitaire de l'Université de la Côte d'Opale de Calais (BULCO).

Plusieurs actions de médiations et interventions ont été proposées afin d'expliquer les conséquences des politiques migratoires actuelles sur les parcours des exilés et de mettre en lien les contenus de l'exposition avec la situation régionale du Nord-Pas-de-Calais.

Le travail de Cécilia Fall (volontaire Migreurop au sein de la Plateforme de Services aux Migrants), ainsi que l'investissement de l'équipe de la Bulco, de Philippe Wannesson (membre individuel) et des associations et collectifs locaux, ont permis d'associer les acteurs qui interviennent auprès des exilés de cette région, des bénévoles et les exilés eux-mêmes – notamment les membres du collectif Jungle Eye – à cette étape.

Les publics ciblés et atteints lors de cette étape ont été divers : étudiants de l'Université et des lycées environnant, membres associatifs, militants et bénévoles de la région. Pour les plus jeunes visiteurs, le travail pédagogique et informatif autour de MBB a permis la déconstruction de certains préjugés sur les conditions de vie des exilés ou sur leur parcours migratoire. Pour les membres associatifs, militants et bénévoles du Calaisis, l'exposition et l'intervention de médiateurs « extérieurs » ont été l'occasion de se rencontrer, d'échanger et de mettre en perspective les enjeux auxquels ces personnes sont confrontées quotidiennement, le plus souvent dans l'urgence.

La circulation de l'exposition

Suite à ces premiers pas en 2015, l'exposition MBB a vocation à devenir itinérante. Elle est à la disposition des associations, membres et partenaires, et des institutions culturelles qui souhaiteront l'accueillir. Des outils de communication ([flyer](#), [dossier de presse](#), [affiche](#), [vidéo teaser](#), page [facebook](#)...) et d'animation (fiches visites et, à termes, un « livret des médiations ») ont également été réalisés et peuvent être fournis aux organisations accueillant MBB.

Afin de faciliter la diffusion de l'exposition, notamment dans les milieux culturels, un partenariat a été établi avec l'association [Kareron](#), créée en 2014, qui vise à la promotion, la diffusion, la production et la communication autour de projets artistiques et éducatifs dans les champs de l'art, du numérique et des jeux vidéo, en France et dans le monde.

Le calendrier de l'exposition pour l'année 2016 est d'ores et déjà complet.

c. Les publications

La brochure VRAI/FAUX de Frontexit

En 2013, la campagne Frontexit a publié [en français](#) et [en anglais](#) un outil qui permet de mieux comprendre, en quelques pages, les constats sur lesquels se fondent la campagne *Frontexit*, et qui vise à déconstruire les idées reçues en répondant par « vrai » ou par « faux » à dix affirmations : l'Union européenne respecte-t-elle ses engagements en termes de droits fondamentaux des migrants lors de la mise en place de sa politique migratoire ? La politique migratoire européenne de fermeture est-elle en phase avec les enjeux actuels des migrations internationales ?

Cette brochure a été [actualisée en mai 2015](#) et traduite [en arabe](#) par les membres de la campagne.

Le rapport inter-associatif « Ceuta et Melilla : centres de tri à ciel ouvert aux portes de l'Afrique ? »

Ce [rapport inter-associatif](#) a été rédigé par Elsa Tyszler (volontaire au sein du GADEM au Maroc tout au long de l'année 2015) sur la base d'informations collectées notamment lors de missions de terrain menées en 2015 aux frontières de Ceuta et Melilla.

Elaboré en collaboration avec l'APDHA, la Cimade et Migreurop, il vise à mieux comprendre la coopération bilatérale entre l'Espagne et le Maroc dans la gestion de la frontière euro-africaine. Il entend également analyser les modalités par lesquelles l'Union européenne (UE) et ses Etats membres rendent pérenne l'externalisation du contrôle de leurs frontières au Maroc, notamment au travers du rôle central des enclaves espagnoles dans les politiques de tri des candidats à l'immigration vers l'Europe. Enfin, il met en exergue l'impact dévastateur de ces politiques externalisées sur les personnes en migration.

Ceuta et Melilla constituent en cela de véritables laboratoires de la lutte contre les migrations « irrégulières » vers l'UE. Une zone où les membres des forces de l'ordre marocaines et espagnoles semblent bénéficier d'une [impunité dans la mise en œuvre pratique de ces politiques](#).

Douze fiches didactiques la politique de l'Union européenne en matière de migrations et d'asile

Rédigé par Lydie Arbogast, membre individuelle de Migreurop, ce rapport à destination des parlementaires de la Gauche Unie Européenne (GUE-NGL), vise à produire – à travers douze fiches thématiques accompagnées de cartes et d'infographies – une analyse et un décryptage de la politique de l'Union européenne en matière de migrations et d'asile, dans un contexte de prétendue « crise migratoire ». En présentant la réalité des situations à partir de chiffres et de données clés, cette étude constitue un outil efficace de décryptage des problématiques migratoires au sein de l'Union européenne et au-delà. Ce rapport a été présenté à la GUE, au Parlement européen, le 2 septembre 2015 et diffusé en interne aux membres du réseau en guise d'outil de transmission des savoirs.

VII – COMMUNICATION

a. Communiqués de presse

En 2015 Migreurop a publié quinze communiqués de presse. Ces communiqués sont présentés ci-dessous par ordre chronologique. La plupart d'entre eux sont écrits conjointement avec d'autres associations.

23/02/2015 [Frontex, poison ou antidote aux tragédies en Méditerranée ?](#) (*Frontexit*)

16/04/2015 [Méditerranée : les naufrages meurtriers de migrants ne sont pas une fatalité](#) (*Boats 4 People*, conjoint)

21/04/2015 [Clôture de la mobilisation 2014-2015](#) (*Open Access Now*)

22/04/2015 [Migrants en Méditerranée, 32 organisations à travers l'UE en appellent au Conseil européen](#) (conjoint)

24/04/2015 [Morts en Méditerranée : le déshonneur du Conseil européen](#) (conjoint)

06/05/2015 [Appel conjoint au Président de la République française et à tous les élus. Contre les naufrages en Méditerranée : des ponts, pas des murs !](#) (conjoint)

09/06/2015 [Moving Beyond Borders : inauguration de l'exposition du 13 au 19 juin 2015 au Centre Culturel Jacques Franck \(St Gilles, Bruxelles\)](#)

24/06/2015 [Des Ponts Pas Des Armes](#) (conjoint)

11/07/2015 [Opération spéciale Ouvrez l'Europe #OpenEurope](#)

01/09/2015 [Migreurop Espagne exige du Gouvernement espagnol qu'il dresse un bilan des premiers mois après l'entrée en vigueur de la réglementation prétendant « légaliser » les « refoulements à chaud » à Ceuta et Melilla \(Espagne\)](#)

12/11/2015 [L'UE contraint ses voisins à supporter sa politique d'inhospitalité](#)

25/11/2015 [« Moving Beyond Borders » à la Bulco de Calais du 2 au 17 décembre 2015](#)

10/12/2015 [Les 10 cadeaux empoisonnés de Frontex pour son 10^{ème} anniversaire \(Frontexit\)](#)

18/12/2015 [Déclaration de Calais : refusons l'encampement des exilé.e.s et la clôture des frontières](#)

b. Migreurop dans les médias

En 2015, une centaine d'articles ont fait mention des activités du réseau ou ont fait appel aux analyses de ses membres (voir l'annexe « Migreurop dans les médias »).

Cette couverture médiatique, large et diversifiée, illustre le rôle de référent qu'a acquis le réseau dans le décryptage, la diffusion d'informations et la dénonciation des politiques migratoires.

Cette présence dans les médias concerne majoritairement la presse écrite et en ligne – nationale le plus souvent, mais aussi locale –, mais également les médias audio-visuels, avec plus de trente émissions et/ou reportages concernant les activités/thématiques de travail de Migreurop dans l'année : [Arte](#), France Inter, [RFI. Chaque mois](#), la radio [Fréquence Paris Plurielle](#) diffuse une émission en partenariat avec Migreurop et le Réseau Education Sans Frontières (RESF).

Les campagnes menées par le réseau ont, elles aussi, trouvé écho auprès de nombreux médias, notamment *Frontexit* : « [Naufrages en Méditerranée : Frontex et sa mission 'Triton' mises en cause](#) » dans *Le Monde*, « [Les moyens de la répression migratoire](#) » dans *Libération* ou encore « [Le CESE demande plus d'humanité à l'Europe](#) » dans *L'Humanité*. La campagne *Open Access Now* a tout particulièrement été relayée dans les médias espagnols, comme *El Diario*, « [La Policía prohíbe a los periodistas cubrir la visita de un eurodiputado de IU al CIE de Madrid](#) », ou *El País*, « [No quieren periodistas en los CIE \(otra vez...\)](#) ».

Migreurop a publié une tribune, « L'UE contraint ses voisins à supporter sa politique d'inhospitalité » à l'occasion du sommet euro-africain de La Valette de novembre 2015. Elle a été diffusée par des journaux et médias en ligne de plusieurs pays :

- Mauritanie : [Sommet euro-africain de la Valette \(Malte, 11-12 novembre 2015\) L'UE contraint ses voisins à supporter sa politique d'inhospitalité](#), *CRIDEM* (média en ligne) 08/11/15
- Suisse : [Haro sur les marchandages de la politique migratoire européenne](#), *La Cité* 09/10/15
- Belgique : [Sommet euro-africain sur les réfugiés : cynique marchandage](#), *La Libre Belgique* 10/11/15

- Espagne: [La UE obliga a sus vecinos a soportar su política de inhospitalidad](#), *Blog Migrados El País* 10/11/15
- Royaume-Uni: [The EU and its neighbours: enforcing the politics of inhospitality](#), *Open Democracy* 11/11/15
- Italie: [E intanto a Malta, l'Ue costringe i suoi vicini a farsi carico della sua politica di non accoglienza](#), *Huffington Post* 12/11/15

c. Sites, réseaux sociaux, listes

Pour faciliter l'échange d'informations et la diffusion de ses analyses et constats, le réseau Migreurop s'est doté de plusieurs outils numériques : quatre sites internet, trois comptes Facebook et un compte twitter, ainsi qu'une liste de diffusion ouverte et cinq listes de travail.

> Les sites internet

- Le site du réseau Migreurop : www.migreurop.org [FR, EN, ES, IT]
- Le site de la campagne *Frontexit* : www.frontexit.org [FR, EN]
- Le site de la campagne *Open Access Now* : <http://closethecampus.org/open-access-now/> [FR, EN, IT]
- Le site de la cartographie dynamique de l'enfermement des étrangers : www.closethecampus.org [FR, EN, ES]

> Les réseaux sociaux

- Facebook: Migreurop (5 922 *fans*) | Frontexit (2 924 *fans*) | Open Access Now (1 196 *fans*)
- Twitter: Migreurop (4 694 *followers*) | Frontexit

> La liste de diffusion

- migreurop@rezo.net – liste de diffusion dite « générale » sur l'ensemble des thématiques de travail de Migreurop (1 415 abonnés)
- migreurop-enfermement@rezo.net – sur l'enfermement des étrangers (157 abonnés)
- migreurop-frontex@rezo.net – sur l'Agence Frontex (244 abonnés)
- migreurop-read@rezo.net – sur les accords de réadmissions et autres formes de renvois (ex. « retours volontaires ») (170 abonnés)
- migreurop-est@rezo.net – sur les dynamiques migratoires à l'est de l'Europe (64 abonnés)
- migreurop-hotspots@rezo.net – sur la mise en place de l'approche « hotspots » (52 abonnés)

ANNEXE 1

Migreurop dans les médias

De nombreux médias – audio-visuels, presse écrite, d'Europe et d'ailleurs – sollicitent le réseau pour des articles concernant les thématiques de travail de Migreurop et relayent l'activité de Migreurop.

Presse écrite :

- « [Immigration en Europe: Frontex, tigre de papier](#) », *L'Express* (France), 26/01/2015
- « [La fin des centres fermés en Grèce](#) », *Alter échos* (Suisse), 19/02/2015
- « [Avec une patrouille Frontex à la chasse aux cargos poubelles](#) », *France info* (France), 10/02/2015
- « [De drame en drame le "cimetière méditerranéen" se creuse](#) », *Agence Anadolu* (Turquie), 13/02/2015
- « [Situation actuelle des migrations internationales : réalités et controverses](#) », par Alain Morice (Migreurop), *L'information psychiatrique*, Volume 91 (France), mars 2015
- « [Drame des migrants : le plan européen en dix points](#) », *Les Echos* (France), 20/04/2015
- « [Organiser plus de solidarité entre Européens](#) », *La Croix* (France), 20/04/2015
- « [Fermer les frontières n'arrête pas un migrant prêt à risquer sa vie](#) », *Le Monde* (France), 20/04/2015
- « [Au Maroc, le combat pour les sépultures des migrants morts en mer](#) », *France24* (France), 21/04/2015
- « [Méditerranée : ce qu'il faut changer](#) », *Libération* (France), 21/04/2015
- « [Migration : quatre mesures immédiates que l'UE pourrait prendre](#) », *L'Humanité* (France), 21/04/2015
- « [Il est urgent d'ouvrir des canaux humanitaires](#) », *L'Humanité* (France), 21/04/2015 (cité)
- « [L'Europe impuissante face au drame des migrants en Méditerranée](#) », *France Culture* (France), 21/04/2015
- « [Comment empêcher de nouvelles tragédies en Méditerranée](#) », *La Croix* (France), 21/04/2015
- « [Migrants: les associations demandent à l'UE un plan d'urgence](#) », *La Libre* (Belgique), 21/04/2015
- « [Migrants décédés en Méditerranée: d'où viennent les chiffres?](#) », *20 Minutes* (France), 23/04/2015
- « [Migrants: À peine dévoilé, le plan européen déçoit](#) », *20Minutes* (France), 23/04/2015
- « [Migrants : le plan européen ne convainc pas](#) », *Le Point* (France), 23/04/2015

- « [Migrants. Le plan européen déçoit dès son annonce](#) », *Ouest France* (France), 23/04/2015
- « [Les premières pistes de l'Union européenne pour résoudre le problème des migrants](#) », *3millions* (France), 23/04/2015
- « [Immigration : Les États persistent sur la voie sécuritaire](#) », *Politis* (France), 23/04/2015
- « [Ces passeurs auxquels l'Europe veut s'attaquer](#) », *Le Figaro* (France), 23/04/2015
- « [Les morts anonymes de la Méditerranée](#) », *La Croix* (France), 23/04/2015
- « [Le sommet sur les migrants ne satisfait personne \(ou presque\)](#) », *Europe1* (France), 24/04/2015
- « [Migrants : l'Union européenne n'a pas "tourné le dos aux politiques meurtrières"](#) », *FranceTv Info* (France), 24/04/2015
- « [Afrique : sommet de l'UE sur l'immigration – Mobilisation à Bruxelles, déception des ONG](#) », *All Africa* (Ile Maurice), 24/04/2015
- « [L'UE doit cesser d'être hostile à l'accueil des réfugiés](#) », *Le Monde* (France), 28/04/2015
- « [Something vital is missing from EU's 10-point plan to stop deaths at sea](#) », *The Conversation* (Royaume-Uni), 27/04/2015
- « [Bruxelles 2015 – Evian 1938 : de sinistres résonances](#) », *Mediapart* (France), 01/05/2015
- « [Naufrages en Méditerranée : 100 organisations interpellent Hollande](#) », *Politis* (France), 06/05/2015
- « [Der Traum von Paris](#) », *Welt Sichten* (Allemagne), 22/05/2015
- « [Migranti, il laboratorio delle idee. Apriamo le frontiere. La posizione dei ricercatori per la libertà di movimento](#) », *L'Indro* (Italie), 22/05/2015
- « [La politique de quotas de réfugiés par pays en Europe est-elle l'unique solution ?](#) », par Claire Rodier et Olivier Clochard (Migreurop), *L'Humanité* (France), 27/05/2015
- « [Un bateau pneumatique de migrants accoste au Parlement européen](#) », *Xinhua* (Chine-Europe), 11/06/2015
- « [L'asile en grand chantier](#) », *Le Matin* (Suisse), 17/06/2015
- « [Pourquoi le plan de l'UE va faire naufrage](#) », *L'Humanité* (France), 25/06/2015
- « [Claire Rodier: "L'UE en est restée aux analyses et aux méthodes des années 90"](#) », *Libération* (France), 03/08/2015
- « [Les migrants doivent accéder à l'asile dans le pays de leur choix](#) », *L'Humanité* (France), 05/08/2015
- « [Les boat-people fuyant le communisme recevaient un accueil enthousiaste !](#) », *Angers Mag* (France), 24/08/2015
- « [Migrant, exilé, réfugié: le poids des mots](#) », *24 heures* (France), 27/08/2015

- « [Le migrant, nouveau visage de l'imaginaire français](#) », *Le Monde* (France), 27/08/2015
- « [Le camion de l'horreur](#) », *Le Parisien* (France), 29/08/2015
- « [Trois urgences pour réformer l'asile en Europe](#) », *La Croix* (France), 31/08/2015
- « [Migreurop denuncia la "militarización" de la frontera de Melilla en un informe](#) », *El Faro Digital* (Espagne), 03/09/2015
- « [Accueil des réfugiés, l'Europe cherche un terrain d'entente](#) », *La Croix* (France) 06/09/2015
- « [Quand l'UE sous-traite sa politique migratoire aux tyrans](#) », *L'Humanité* (France), 21/09/2015
- « [L'accueil des réfugiés victime du business de la haine](#) », *L'Humanité* (France), 24/09/2015
- « [En quoi consistent les "hotspots" pour les migrants?](#) », *La Croix* (France), 25/09/2015
- « [Manuel Valls, les experts et les réfugiés du Kosovo](#) », *Libération* (France), 02/10/2015
- « [La lutte contre les passeurs cache une guerre aux migrants](#) », *Le Monde* (France), 09/10/2015
- « [Le nombre de migrants a été gonflé](#) », *Le Matin* (France), 21/10/2015
- « [La peur du migrant, un business de plus de 13 milliards d'euros !](#) », *Algeria Watch* (Algérie), 26/10/2015
- « [Réfugiés. Autriche et Slovénie envisagent de sécuriser leur frontière](#) », *Le Télégramme* (France), 29/10/2015
- « [Austria hace peligrar la libre circulación en la UE](#) », *Rio negro*, 29/10/2015
- « [Le délicat usage des chiffres sur les migrants](#) », *La Croix* (France), 03/11/2015
- « [Sommet euro-africain sur les réfugiés : cynique marchandage](#) », *La Libre* (Belgique), 10/11/2015
- « [Entretien avec Madame Claire Rodier, directrice du GISTI \(Groupe d'Information et de Soutien des Immigré.e.s\) et co-fondatrice du réseau euro-africain Migreurop](#) », *Revue des droits de l'homme* (France), 24/11/2015
- « [Les demandeurs d'asile représentent près de 0,25 % de la population européenne](#) », *La Nouvelle République* (France), 02/12/2015
- « [Refusons l'encampement des exilé.e.s et la clôture des frontières](#) », *Mediapart* (France), 18/12/2015

Médias audiovisuels :

- « [Sicile : quand les migrants arrivent par milliers](#) », Emission *Vacarme*, *Radiotélévision Suisse* (Suisse), 18/01/2015
- « [Le réalisateur Boris Lojkine](#) », Emission *L'humeur vagabonde*, *France Inter* (France), 28/01/2015
- « [Migrants, le rappel à l'ordre de l'Europe](#) », *Sud radio* (France), 18/02/2015

- « [Elsa Tyszler: “Les expulsions collectives sont totalement illégales”](#) », RFI (France), 24/02/2015
- « [Migrations : l'Europe dépassée ?](#) », Emission *Carrefour de l'Europe*, RFI (France), 19/03/2015
- « [Méditerranée : le grand cimetière de l'Europe](#) », Emission *Le grand décryptage*, iTélé (France), 20/04/2015
- <http://www.medi1.com/player/getitem.php?i=6440739>, Radio Méditerranéenne (Maroc), 21/04/2015
- « [Le journal du matin](#) », Emission *C'est pas trop tôt*, Radiotélévision Suisse (Suisse), 21/04/2015
- « [Comment résoudre le calvaire des migrants en Méditerranée ?](#) », Radio Notre Dame (France), 21/04/2015
- « [Drames des migrations en Méditerranée : que peut, que doit faire l'Europe ?](#) », Emission *Le téléphone sonne*, France info (France), 23/04/2015
- « [Migrants et passeurs en Méditerranée](#) », Emission *3D le journal*, France inter (France), 26/04/2015
- « [Que doit faire l'Europe face à l'afflux de migrants ?](#) », Emission *Débat du jour*, RFI (France), 07/05/2015
- « [Méditerranée, Prague, Alsace](#) », Emission *La Terre à l'Envers*, Radio Bienvenue Strasbourg (France), 10/05/2015
- « [Caroline Intrand, co-directrice du Ciré, membre du réseau Migreurop](#) », Emission *Allô Bruxelles*, RFI (France), 13/05/2015
- « [Migrants : quelle politique pour l'Europe ?](#) », Emission *Le Grand Décryptage*, iTélé (France), 26/05/2015
- « [Face aux nouvelles migrations, Schengen est-il dépassé ?](#) », Emission *28 minutes*, Arte (France/Allemagne), 15/06/2015
- « [Migrants : l'Europe sous pression](#) », Emission *Ça vous regarde*, Public Sénat (France), 17/06/2015
- « [Les Hommes aux semelles de vent, itinérances en Méditerranée](#) », Emission *Grande traversée*, France Culture (France) 07/07/2015
- « [Notre opération #OpenEurope, le drame des réfugiés](#) », débat avec Karen Akoka, Emmanuel Blanchard et le journaliste Joseph Confavreux (Mediapart), 09/07/2015
- « [Migrants, trafic humain, passeurs: contre qui l'Europe se bat-elle ?](#) », Emission *Les matins d'été*, France Culture (France), 26/08/2015
- « [Un monde en désordre / Impasse à Calais : que faire des migrants ?](#) », Emission *28 minutes*, Arte (France/Allemagne), 31/08/2015
- « [Crise des migrants : l'Europe en quête de solutions](#) », Emission *Le Débat*, France 24 (France), 31/08/2015

- « [De la crise des migrants à l'accueil des réfugiés : assiste-t-on au réveil de l'Europe sans frontières ?](#) », Emission *Les Matins*, France Culture (France), 09/09/2015
- « [Réfugiés : la France, pays des droits de l'homme ?](#) », Emission *Ça vous regarde*, LCP Assemblée Nationale (France), 14/09/2015
- « [Débat sur la situation des réfugiés](#) », Emission *Le 22h*, Public Sénat (France), 16/09/2015
- « [L'Europe est-elle mise en danger par la crise migratoire?](#) », Emission *Le Débat du jour*, RFI (France), 24/09/2015
- « [Passeurs, réseaux, mafias : quelle réponse pour l'Europe ?](#) », Emission *Cultures monde*, Table ronde d'actualité internationale, France Culture (France), 25/09/2015
- « [Peut-on mener une guerre efficace contre les passeurs?](#) », Emission *Le Débat du jour*, RFI (France), 07/10/2015
- « [L'Europe fait-elle marche arrière ?](#) », Emission *Le Débat du jour*, RFI (France), 18/12/2015

Emissions mensuelles en partenariat avec le Réseau Education Sans Frontières (RESF) sur la radio parisienne Fréquence Paris Plurielles (FPP)

- « [L'immigration aux frontières de l'Europe](#) », 09/01/2015
- « [Le Maroc et l'Espagne](#) », 04/02/2015
- « [La face cachée des camps d'étrangers](#) », 11/02/2015 (émission enregistrée à l'occasion d'une réunion publique de l'Observatoire de l'Enfermement des Etranger, OEE, du 08/12/2014)
- « [Frontex et l'externalisation du contrôle aux frontières, le cas du Sénégal](#) », 08/04/2015
- « [Un lycéen en rétention et la campagne Open Access Now](#) », 06/05/2015
- « [L'exposition Moving Beyond Borders, les mineurs isolés dans le 92 et l'expulsion du campement de La Chapelle à Paris](#) », 03/06/2015
- « [Aux frontières extérieures de l'Europe : Sicile, Maroc, Espagne](#) », 01/07/2015
- « [En Serbie et en Croatie](#) », 07/10/2015
- « [Mineurs isolés en prison et les enjeux du Sommet de la Valette](#) », 04/11/2015
- « [Expulsions d'enfants et de parents, Calais et l'externalisation du contrôle aux frontières](#) », 02/12/2015

Frontexit dans les médias

- « [Frontex, une mission européenne presque impossible](#) », *La Croix* (France), 16/01/2015
- « [Le prochain directeur de l'agence européenne Frontex est mulhousien](#) », *France 3/l'Alsace* (France), 03/01/2015

- « [Surveiller les entrées ou sauver les migrants, le dilemme de Frontex](#) », *Le Monde* (France), 17/01/2015
- « [En Méditerranée, à bord d'une patrouille Frontex](#) », *France Info* (France), 10/02/2015
- « [Explosion des entrées en Europe, Trois fois plus de franchissements irréguliers des frontières en 2014](#) », *Le Soir* (Belgique), 05/03/2015
- « [Comment est financée la sécurité aux frontières de l'Europe?](#) », *Le Figaro* (France), 20/04/2015
- « [Naufrages en Méditerranée : Frontex et sa mission « Triton » mises en cause](#) », *Le Monde* (France), 21/04/2015
- « [Game of Drones: l'agenda migrazioni dell'UE finanzia le lobby della sicurezza](#) », *Unimondo* (Italie), 21/05/2015
- « [Les moyens de la répression migratoire](#) », *Libération* (France), 14/06/2015
- « [Politique migratoire européenne : une approche sécuritaire criminelle](#) », *Survie* (France), 27/07/2015
- « [Les migrants pour l'UE une épreuve bien difficile à surmonter](#) », *Artsixmic* (France), 22/07/2015
- « [Le CESE demande plus d'humanité à l'Europe](#) », *L'Humanité* (France), 28/10/2015
- « [Comment protéger les droits fondamentaux des migrants dans les interventions Frontex ?](#) », *Bruxelles Bondy Blog* (Belgique), 10/12/2015
- « [Les 10 cadeaux empoisonnés de Frontex](#) », *Le Blog de La Cimade, Mediapart* (France), 11/12/2015
- « [L'AEDH rejoint la campagne Frontexit !](#) », site de l'AEDH, 18/12/2015

Open Access Now dans les médias
--

- « [La Policía prohíbe a los periodistas cubrir la visita de un eurodiputado de IU al CIE de Madrid](#) », *ElDiario.es* (Espagne), 14/01/2015
- « [No quieren periodistas en los CIE \(otra vez...\)](#) », blog *Elpais.com* (Espagne), 14/01/2015
- « [Izquierda Unida denuncia la prohibición de la presencia de periodistas en los CIE](#) », *Publico.es* (Espagne), 14/01/2015
- « [La Policía prohíbe a los periodistas cubrir la visita de un eurodiputado de IU al CIE de Madrid](#) », *Kaosenlared.net* (Espagne), 15/01/2015
- « [Así es el CIE de Madrid, según Izquierda Unida](#) », *Eldiario.es* (Espagne), 17/01/2015
- « [Camps nazis, bunkers, églises : les nouveaux logements pour demandeurs d'asile](#) », *Slate* (France), 21/03/2015
- « [IU E ICV piden en la Eurocámara el cierre de los CIE en España](#) » *Europapress* (Europe), 21/04/2015

- « [Bruselas rechazó en diciembre de 2013 un plan anti naufragios más ambicioso que el debatido ahora](#) », *Eldiario.es* (Espagne), 21/04/2015
- « [La campaña Open Access reclama el cierre de los CIE en Europa](#) », *Aquí Europa* (Espagne), 21/04/2015
- « [ICV denuncian en la Eurocámara violaciones de DDHH en CIEs en España y piden su cierre](#) », *Eldia.es* (Espagne), 21/04/2015
- « [Open Access Now : pour une ouverture des centres fermés](#) », *Café Babel* (France), 23/04/2015
- « [En 14 de las 16 visitas de eurodiputados a CIE europeos se prohibió la entrada a la prensa](#) », blog *El Pais.com*, 25/04/2015

L'exposition *Moving Beyond Borders* dans les médias

- [Emission radio "Libres Ensemble"](#), avec Sara Prestianni (Migreurop) et Alexis Deswaef (LDH Belgique), 13/06/2015
- « [L'afflux massif de migrants en Europe est à relativiser](#) », interview d'Olivier Clochard, *Alter échos* (Belgique), 12/06/2015
- Interview de Cécile Vanderstappen, (CNCD-11.11.11), Emission Le Mag de la Rédac, *Télé Bruxelles* (Belgique), 12/06/2015 (lien url non disponible)
- « [Moving Beyond Borders, expo interactive sur les frontières et les migrants, à Calais du 2 au 17 décembre](#) », *On Mag* (France), 20/11/2015
- « Paroles d'asso » *Radio Rencontre, radio associative de Dunkerque* (France), émission avec Cécilia Fall et Philippe Wannesson, 08/12/2015 (lien url non disponible)
- « Moving Beyond Borders, une approche multimédia de la réalité migratoire », *La Voix du Nord* (France), 09/12/2015 (lien url non disponible)
- « [Exposition Moving Beyond Borders : c'est plus qu'un simple acte militant](#) », *Le Courrier de l'Atlas* (France), 09/12/2015
- « Journal télévisé de France 3 », *France 3 régions* (France), avec Cécilia Fall et Philippe Wannesson, 16/12/2015 (lien url non disponible)

Collaboration à d'autres projets artistiques

« **Demandeurs d'asile Football club** », **webdocumentaire**, *RFI* (France), en ligne le 10/04/2015

La carte animée de Migreurop « [L'Europe des camps tisse sa toile](#) » a été utilisée dans le web-documentaire « Demandeurs d'asile football club », produit par RFI et lancé le 10 avril 2015, pour rendre compte des situations de privation de liberté que vivent les demandeurs d'asile en Europe.

Pour voir le we-documentaire : <http://webdoc.rfi.fr/demandeurs-asile-football-france/>

Exposition *Camp life* au Center for Art on Migration Politics, Copenhague (Danemark), 17/04/2015-14/06/2015

La « [Carte des Camps](#) », ainsi que les cartes « [Euphémismes de camps d'étrangers](#) » et « [Durée maximale de détention des étrangers en Europe](#) » ont été imprimées en format poster et incluse dans l'exposition *Camp Life: Artistic reflections on the politics of refugee and migrant detention* qui a marqué l'ouverture d'un nouveau

centre culturel à Copenhague. Du matériel de sensibilisation Migreurop a également été distribué tout au long de la permanence de l'exposition.

Plus plus d'informations sur l'exposition : <https://www.facebook.com/campcph> | <http://campcph.org/>

Dossier de presse et revue de presse : <http://campcph.org/press>

Journée porte ouvertes du CADA de Montauban (France), 20/06/2015

La toute première version de l'exposition *Moving Beyond Borders*, qui avait été accueillie à Niort (France) du 26 au 29 juin 2014 dans le cadre du festival [Téciverdi](#), a été prêtée au Centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Montauban pour sa journée porte ouverte et est restée exposée sur place pendant environ deux semaines.

Lampedusa InFestival (Italie), 23-29/09/2015

Plusieurs cartes de Migreurop ont été traduites en italien, imprimées en format poster et exposées à « [Porto M](#) », siège et lieu d'exposition de l'association « [Askavusa](#) » à l'occasion de la 7^{ème} édition de « [Lampedusa InFestival](#) » qui s'est tenue sur l'île du 23 au 29 septembre 2015.

ANNEXE 2

Interventions au nom de Migreurop

Les membres du réseau ont organisé ou ont participé à de nombreuses initiatives, notamment associatives, touchant les thématiques de travail du réseau.

- [Les nouvelles orientations des politiques européennes d'immigration et d'asile](#), Projection-débat du film « Les Messagers », Paris (France), 20/04/2015
- [29^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU](#) suite à la publication du rapport du Rapporteur spécial François Crépeau, Genève (Suisse), 16-17/06/2015
- Projection-débat du film-documentaire « [The land between](#) », en collaboration avec les Verts/ALE et la GUE/NGL, Parlement européen, Bruxelles (Belgique) 16/06/2015
- Projection du film « Terraferma », Paris (France), 23/06/2015
- Université d'été EELV, forum « [l'Europe et les Réfugiés](#) » et atelier « Changer de regard sur l'immigration », Lille (France), 20-21/08/2015
- Université d'été PS, « Propositions pour une autre politique migratoire et d'intégration », La Rochelle (France), 28-30/08/2015
- Journées de rencontre Médecins du Monde en France, table ronde, « [Accompagner le changement social, pourquoi, comment, vers quoi ?](#) », 10/10/2015
- [Réunion-débat « Réfugiés et migrants en Europe : quelle solidarité ? »](#), Collectif Alternative libertaire Seine-Saint-Denis, Bobigny (France), 17/10/2015
- [Conférence « Un formidable élan de solidarité? »](#), EHESS, Paris (France), 09/11/2015
- [Les réfugiés entre protection et enfermement : la logique des camps](#), Festival Migrant'scène, Paris (France), 16/11/2015
- Les Etats Généraux d'Emmaüs, 20/11/2015
- [Journée de rencontre du collectif « Refugee Welcome »](#) de Sorbonne Paris Cité, Paris (France), 21/11/2015
- [Spectacle – Rencontre : Parcours migratoires et accueil](#), Festival Migrant'scène, Paris (France), 22/11/2015
- [Festival Grand Angle](#), 25/11/2015
- [La crise migratoire, alibis et réalités](#), librairie Résistances, Paris (France), 03/12/2015

Interventions au nom de Frontexit

- « [Migrations en Europe, construire l'avenir ensemble](#) », Châtenay-Malabry (France), 24/01/2015
- « [Frontières et immigration](#) », Café Métèque, Paris (France), 24/01/2015

- [« Politiques d’asile et d’immigration européennes »](#), association Graine de Savoir, Forcalquier (France), 06/02/2015
- La coopération de Frontex avec les Etats ouest-africains, Parlement sénégalais (Sénégal), 17/03/2015
- [« Perspectives sur l’externalisation des politiques d’asile et d’immigration européennes »](#), Forum Social Mondial (Tunisie), 25/03/2015
- [Débat autour du livre « L’aventure »](#) de Grégory Lassalle, Paris (France), 08/04/2015
- [Projection-débat film « Les Messagers »](#), « Frontex et les droits des migrant.e.s en mer », Paris (France), 21/04/2015

Interventions au nom d’<i>Open Access Now</i>
--

- Projection du film « La Pirogue » dans le cadre du festival « [Carte blanche à Eva Joly](#) », Paris (France), 31/01/2015
- Intervention auprès du master 2 « Migrations internationales : conception de projets en coopération pour le développement », Université de Poitiers (France), 09/03/2015
- Table ronde « [Open Access Now ! Nous avons le droit de savoir, ils/elles demandent à être libre](#) », sous le patronage des députées européennes Marina Albiol (GUE/NGL) et Eva Joly (Verts/ALE), Parlement européen, Bruxelles (Belgique) 21/04/2015
- [Festival « Silence, on enferme »](#), Cinéma La Clef, Observatoire citoyen du CRA de Vincennes en partenariat avec l'Observatoire de l'enfermement des étrangers, Migreurop, la LDH et la Fondation Un Monde Par Tous (FUMPT), Paris (France), 05-06/05/2015
- [SteenRock Festival](#), Steenokkerzeel (Belgique), 09/05/2015